

Questions orales

du Canada une victime de cette guerre entre les États-Unis et l'Europe.

quatre mois, et nous continuerons dans la même voie selon la conjoncture.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances.

La semaine dernière, le Conference Board du Canada nous a appris que le niveau de confiance des ménages canadiens, au sujet de leur situation financière, est plus bas qu'il ne l'a jamais été. C'est un rejet éloquent des politiques du gouvernement. Seulement 7,8 p. 100 des familles estiment que la situation de l'emploi dans leur localité s'améliorera dans les six prochains mois.

Pourquoi le ministre et le gouvernement insistent-ils pour maintenir la valeur du dollar, pratiquer une politique d'argent cher et imposer la TPS, autant d'éléments qui sapent la confiance des Canadiens face à leur avenir économique? Ne serait-il pas disposé à adopter une nouvelle orientation pour créer des emplois, stimuler la croissance économique et redonner aux Canadiens confiance dans l'économie de leur pays?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je crois avoir répondu à ce genre de question du chef de l'opposition un certain nombre de fois.

Notre économie est en transition entre une période de croissance vigoureuse et une autre où il faut juguler l'inflation. Mon collègue n'est pas sans se rappeler ce qui s'est produit à la fin des années 70 et au début des années 80, à une époque où le gouvernement qu'il appuyait ne prenait pas ces problèmes au sérieux. Cela nous a plongés dans une grave récession en 1981-1982. S'il était honnête envers les Canadiens dont il prétend se faire le porte-parole, il ne tiendrait pas les propos que nous venons d'entendre.

Il n'est pas réjouissant de constater que le niveau de confiance est aussi bas, mais je peux comprendre cette attitude. Ce que nous nous sommes efforcés de faire, c'est d'abaisser les taux d'intérêt en raison du ralentissement de l'économie. C'est ce que nous faisons depuis

L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition): Monsieur le Président, la semaine dernière, Statistique Canada signalait que plus de la moitié des emplois disparus au cours du premier semestre de cette année avaient été perdus dans les petites entreprises.

Il n'est pas étonnant que Catherine Swift, économiste principale et vice-présidente de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, ait déclaré : «Le gouvernement n'a pas adopté de politiques intelligentes pour s'attaquer à ces problèmes.» Elle fait remarquer que l'accroissement de la charge fiscale et les taux d'intérêt artificiellement élevés témoignent de la médiocrité de la gestion du gouvernement.

Le ministre va-t-il accuser Catherine Swift de manquer d'honnêteté? Qu'a-t-il à lui répondre, à elle et aux dizaines de milliers de petites entreprises qu'elle représente?

Pourquoi le ministre ne propose-t-il pas des politiques gouvernementales intelligentes? Pourquoi n'améliore-t-il pas sa gestion et n'aide-t-il pas l'entreprise, surtout la petite entreprise, à se tirer du borbier dans lequel ses politiques l'ont plongée?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, ce que je réponds à Catherine Swift, c'est qu'elle se borne à examiner une période très courte.

Qu'elle se souvienne de septembre 1984. Le taux de chômage était de 11,7 p. 100. Il a beaucoup baissé depuis.

Autre élément à ne pas négliger, il y a eu plus de 1,5 million d'emplois créés depuis, et 80 p. 100 d'entre eux dans la petite entreprise, si je ne m'abuse. Il n'est que trop facile de tirer des conclusions négatives. Si l'on tient compte des six dernières années, on peut dire que les politiques du gouvernement actuel ont donné des résultats. Grâce à elles, beaucoup d'emplois ont été créés et il y a eu un relèvement notable du niveau de vie des Canadiens, si on tient compte de leur revenu après impôt et après rajustement pour tenir compte de l'inflation. Leur pouvoir d'achat s'est accru de 8 000 \$ par ménage.

• (1420)

L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition): Monsieur le Président, puisque tout va à merveille, le ministre aurait dû nous expliquer pourquoi le niveau de confiance est si bas.